

« Citoyens de la Terre »

Conférence de Paris
pour une gouvernance écologique
mondiale

Palais de l'Elysée

2-3 février 2007

**REPLACER L'EAU
AU CENTRE DU DEBAT POLITIQUE**

Contribution de M. Loïc FAUCHON
Président du Conseil Mondial de l'Eau

A l'atelier
« Faire de l'eau un enjeu partagé »

Mesdames, Messieurs,

Merci à M. Mohamed Salem Ould Merzoug à travers cette rapide présentation d'avoir posé le cadre des travaux de notre atelier.

C'est un plaisir de co-présider avec lui nos travaux durant ces deux journées.

En ma qualité de président du Conseil Mondial de l'Eau, jeune institution, mais large rassemblement de plus de trois cents organisations de 80 pays, je voudrais pour nourrir notre réflexion rappeler quelques faits très simples.

Le premier c'est une réalité trop souvent oubliée dans le monde d'aujourd'hui : l'absence ou l'insuffisance d'eau potable tue dix fois plus que l'ensemble des conflits armés.

Et gardons présent à l'esprit que les maladies hydriques sont, et de très loin, la principale cause de mortalité dans le monde. Et cela depuis longtemps, et cela, malheureusement, pour longtemps encore.

Et s'il y a une guerre de l'eau, ces fameuses guerres de l'eau chères aux medias, c'est bien celle-là. Celle que mène l'humanité contre un ennemi qui endommage et ravage sans connaître de frontières.

Evidemment, cette guerre là ne passionne pas beaucoup, car c'est une guerre contre la pauvreté, une guerre contre la misère qui touche les plus faibles, les plus isolés, loin des micros et des caméras.

Alors vouloir faire de l'eau un enjeu partagé est plus qu'une nécessité, c'est un devoir d'urgence.

Il y a urgence car la situation s'aggrave depuis plusieurs décennies et cela pour trois raisons principales, dont certaines ont été évoquées par M. Ould Merzoug.

La première est celle due à la croissance démographique. Chaque dix ans qui passe ajoute un milliard d'habitants supplémentaires. Et les progrès de la santé et les politiques de natalité non maîtrisées vont sans doute contribuer à maintenir ce rythme durant une bonne partie du siècle actuel.

La seconde découle à la fois de l'entassement urbain et du développement des activités économiques. Les mégacités des pays pauvres qui croissent au moins deux fois plus vite que le reste du monde sont des bombes sanitaires existantes, ou dans le moins mauvais des cas, des bombes à retardement.

S'y ajoute sur une dimension chaque jour plus grande, l'usage de produits chimiques qui sont autant de poisons pour les nappes. Et tout cela s'augmente des rejets industriels non maîtrisés et peu maîtrisables.

La troisième raison est liée aux évolutions du climat et surajoutent aux difficultés que je viens d'évoquer. Une réalité s'est dessinée : l'eau n'est plus forcément là où on l'attend, plus forcément là où elle est indispensable à la vie. Mais elle s'impose parfois au contraire là où ses épanchements soudains tuent l'homme et bouleversent les écosystèmes.

A terme, si la tendance se maintient comme nous le dit la majorité des experts, nous serons simplement contraints de repenser une partie non négligeable des politiques de l'eau qu'il s'agisse d'accès ou de protection de la ressource.

Car pour prévenir l'effet de certaines évolutions, qu'elles soient lentes ou brutales, nombreux sont les pays contraints à consacrer des sommes d'argent considérables à surcalibrer les infrastructures et les équipements.

Comment dans ces conditions, faire de l'eau un enjeu partagé. Partagé par qui ? Partagé pourquoi ? Partagé comment ? Partagé où et quand ?

Cette démarche de partage nous paraît devoir être présentée de manière simple et logique car sa compréhension par le plus grand nombre est la première condition de sa réussite. Et là est bien la notion profonde d'enjeu partagé. Et disons que s'il y a trois causes, il y a aussi trois familles de solutions.

La première est de garantir durablement l'accès à la ressource, c'est la sécurisation au sens de la Water Security, chère aux anglo-saxons. Il s'agit matériellement, techniquement de pouvoir apporter partout et à tout moment, là où la communauté des hommes l'exige, des quantités d'eau douce correspondant aux nécessités du maintien de la vie et du développement.

Le principal impératif est de savoir et de pouvoir mettre le progrès technologique au service de cette nécessité : sécuriser la ressource en eau à travers un usage rationnel du progrès technique, qu'il s'agisse de pomper plus profond, de séparer l'eau du sel, de transporter l'eau plus loin sur la terre et sous la mer, d'utiliser rationnellement des nappes géantes mais difficilement accessibles.

Sans doute le génie de l'homme apportera-t-il de nouvelles solutions, pour autant qu'il soit encouragé et, comme l'eau elle-même, canalisé, et quelque part domestiqué.

Cela signifie concrètement un essor explicitement donné à la recherche-développement et aux transferts de connaissance pour adapter le savoir aux spécificités des situations.

La seconde famille de solutions consiste à repenser totalement et rapidement la capacité à financer à la fois l'accès à la ressource, mais aussi sa gestion tout au long du cycle allant de l'exhaure jusqu'à l'épuration. Résoudre cette question demande de laisser sur le bord du chemin et pour une large partie de l'humanité

certains tabous tel celui de « l'eau paie l'eau ». Cela signifie, accepter l'idée que les grandes infrastructures de l'eau et de l'assainissement sont indispensables à l'équilibre du monde, qu'elles sont partie essentielle de son patrimoine et qu'elles doivent donc être payées par la communauté internationale.

Reconsidérer l'ensemble des procédures de prêt, casser pour cause de service public la spirale de l'endettement, séparer l'argent de l'investissement de celui du fonctionnement, valoriser les capacités locales de paiement, le chantier est énorme, mais débute par l'acceptation que la misère est insolvable et que la richesse doit être consacrée à la résolution des besoins élémentaires de l'humanité.

Le troisième objectif est de bien gérer la ressource comme l'argent. On pourra si l'on veut, parler autant de management, que de gouvernance. Peu importe, dès lors qu'on généralise l'idée que le service de l'eau a un coût. Et que le précepte « consommer moins et gérer mieux » deviendra la loi commune.

Cela s'appelle changement des comportements et du rapport à l'eau. Cela s'appelle baisse des consommations autant que réduction des pertes. Cela s'appelle utilisation d'énergies renouvelables et peu coûteuses. Cela s'appelle régionalisation des modèles et décentralisation par bassin et par communauté de vie.

Si l'enjeu est réellement partagé, il se déclinera alors en autant de solutions qui seront mieux acceptées et partagées qu'elles seront concrètes et durables.

Cela nous appelle, nous la communauté des décideurs que nous soyons scientifiques, développeurs, financiers ou politiques, à replacer sans attendre la question de l'eau au centre du débat public. Et à convaincre qu'il s'agit là d'une priorité à traiter sans délai avec des effets tout aussi immédiats.

Nous devons faire cela bien évidemment parce que c'est une obligation morale, mais aussi et surtout parce qu'à défaut de la

faire, nous serions complices de continuer à jeter sur les routes et sur les mers des millions et des millions d'êtres humains qui viendront buter sur ces murs d'indifférence bâtis au mépris des règles morales les plus élémentaires.

Et plutôt que ces murs là, Mesdames et Messieurs, dont les briques ne seraient faites que de honte et d'indignité, le Conseil Mondial de l'Eau vous appelle à prendre la truelle et à bâtir sans tarder des murs d'eaux solidaires et équitables.

Je vous remercie de votre attention.